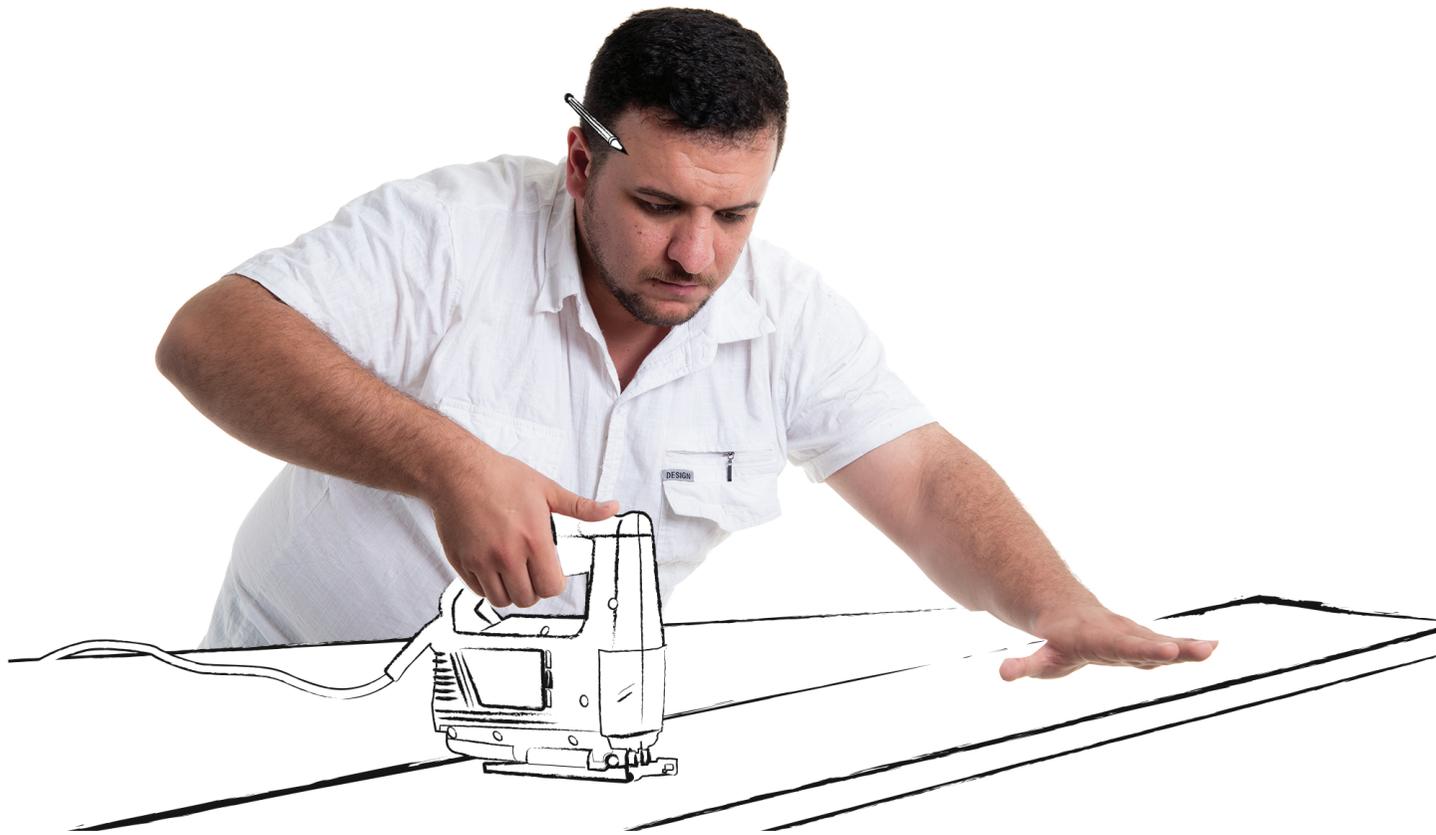


RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015



WWW.INSERTIONSUISSE.CH

Insertion Suisse
Arbeitsintegration Schweiz
Inserimento Svizzera



LE MOT DU PRÉSIDENT



Insertion Suisse est sur la bonne voie. Les opportunités de 2015 se sont traduites en actes. Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a conclu un contrat de prestations et de subvention avec notre association pour deux ans. Une diversification des activités au service des membres.

Le contenu de cette collaboration est aussi réjouissant : le gouvernement se penche sérieusement sur une meilleure intégration professionnelle des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire. Cette volonté bénéficie non seulement aux populations concernées, mais aussi aux autochtones et participe à l'apaisement de la situation politique.

En parallèle, la collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) continue à évoluer de manière favorable. Suite à une restructuration interne du SECO, Monsieur Olivier Nussbaum est notre nouvel interlocuteur. Tout comme avec son prédécesseur Tony Erb, l'échange est à la fois ouvert et professionnel. Au nom d'Insertion Suisse, j'en profite pour remercier

Tony Erb pour son engagement au long de toutes ces années et pour sa fructueuse et agréable collaboration. Nous lui souhaitons beaucoup de succès et nos meilleurs vœux dans sa nouvelle fonction de chef de groupe Produits et Programmes de la politique active du marché du travail.

À l'interne, Insertion Suisse a mis sur pied pour la première fois en 2015 une rencontre avec les sections régionales. La participation fut très bonne et l'écho positif. Insertion Suisse a aussi adopté l'an dernier une prise de position sur les entreprises sociales d'insertion. À l'heure actuelle, le principe de non-concurrence, la constitution de réserves ou encore la soumission publique des offres de mesures du marché du travail (MMT) sont intensément débattus. Les membres se prononceront bientôt sur l'avenir de la révision de la norme qualité AOMAS, dont le projet est pour l'instant en suspens.

Le secrétariat général préparera, au printemps 2017, un colloque : il permettra de renforcer la cohé-

rence de l'association et démontrer à d'autres structures d'insertion les avantages d'une adhésion. Gagner davantage de membres est la garantie d'un équilibre financier de notre association. Sur ce sujet, le comité s'engage auprès de l'Assemblée générale !

Last but not least, je tiens personnellement à transmettre mes remerciements à toutes les personnes impliquées dans notre association. Les organes fonctionnent ; et le secrétariat général ainsi que le comité s'engagent avec motivation. En collaboration avec l'Assemblée générale, nous pouvons, ensemble, défendre les intérêts de notre branche d'activité. Cet objectif, nous le poursuivons aussi en 2016.

Louis Schelbert
Président
d'Insertion Suisse



MEMBRES D'INSERTION SUISSE

AG

los Kompetenzzentrum Mensch & Arbeitswelt
• Netzwerk Kadertraining • SQS Franziska Wey • Stiftung Wendepunkt • Trinamo AG • Verein Lernwerk

AR

Beratungsstelle für Flüchtlingen, Herisau* • Fit4job • Verein Mensch - Natur

BE

AMI - Aktive Integration • BNF • Caritas Bern Flic Flac Stellennetz • Contact Netz • Diaconis Berner Stellennetz • Dienstzweig Weiterbildung und Beschäftigung DWB • Fondation gad Stiftung • INNOLIVE GmbH • Kompetenzzentrum Arbeit • Landschaftswerk Biel-Seeland • Pro Lehrstelle AG • Regenove, Centre social protestant Berne-Jura • SAH Bern • SAH OSEO SOS Nationales Sekretariat • SE Bern GmbH (Supported Employment Bern)* • Stadt Biel Fachstelle Arbeitsintegration • Stadt Thun Fachstelle Arbeitsintegration • Stiftung für soziale Innovation • Stiftung intact • Südhang Arbeitsintegration* • SYPHON AG • Verein maxi.mumm • Volkswirtschaft Berner Oberland

BL

Gemeinde Reinach Arbeitsintegration • MeBeA Mensch-Beruf-Arbeit • Stiftung Jugendsozialwerk • Stiftung öko-Job • Stiftung • TATkraft Binningen* • Werkteam

BS

Bauteilbörse Basel • Crescenda* • ge.m.a. Genossenschaft Mensch und Arbeit • K5 Basler Kurszentrum • Kiebitz Villa Merian • OVERALL • Parterre - Tangram GmbH • SAH Basel • sahara • Stiftung LOTSE • Tischlein deck dich • Verein Job Club • Verein Surprise

FR

Fondation Emploi Solidarité • Fondation Intervalle • OSEO Fribourg • REPER Préformation professionnelle • VAM Verein für aktive Arbeitsmarktmaßnahmen

GE

Association Caddie Service • Association Clean Services • Association Léman Emploi • Association Phare Seniors • Association Réalise • Ateliers Nomades • Certis • CGAS Communauté genevoise d'action syndicale • Comptabilis • Croix-Rouge genevoise (SEMO) • EPI Etablissements Publics pour l'Intégration • Fondation Trajets • Mamajah • Newstart Sàrl • OSEO Genève • Ouistart • Passerelle + Association Insertion Vers l'Emploi (AIVE) • Softweb - Accélérateur de projets • SOS Femmes Boutique Les Fringantes • Université Ouvrière de Genève UOG

GR

Arbeitsmarktliche Massnahmen KIGA*

JU

Caritas Jura Ateliers • Espace Formation Emploi Jura EFEJ

LU

Ateliers für Frauen • Institut für Arbeitsagogik IfA • Prospectiva Luzern • SAH Zentralschweiz

NE

Ateliers Phénix • Feu-Vert Entreprise • Job Service • Antonio Razzano*

SG

Business House • Projekt-Werkstatt • rheinspringen GmbH • Stadt Wil, Arbeitsintegration

SH

Stiftung Impuls

SO

Casa Fidelio • Netzwerk Grenchen • Oltech Bildungswerktätte • Regiomech • SOVE • startbahn11 GmbH • Stellwerke - Verein VSBI • Step4 Kompetenzzentrum Berufsausbildung • Christa Toggenburger*

SZ

impuls Verein für Chancen im Beruf • Mythen Trade • Kompass Motivationssemester

TG

Stiftung Zukunft Thurgau • Kompass Arbeitsintegration

TI

SOS Ticino

UR

Sprungbrett Uri

VD

ARPIH • Association A la Vista - Carrefours TV • Association Mobilet' • Association Pro-Jet • Ateliers Les Oliviers • Caritas Vaud • CGPI • COOQPIT • CORREF • DEMARCHE Société Coopérative • Ecole d'études sociales et pédagogiques EESP - Haute école de Travail social et de la santé • ETSL Ville de Lausanne • EVAM, entité intégration et développement • Fondation Cherpillod • Fondation Intégration pour Tous IPT • Fondation Le Levant • Fondation Le Relais • Genilem • Lab4tech • Fondation Mode d'emploi • OSEO Vaud • Plate-Forme Jeunesse • ProLog-Emploi • Restaurant d'Application La Pinte Vaudoise • SemoNord • Verso

VS

Caritas Valais • COREM • GETAC • Job Transit Services • HES-SO Valais • La Thune Sàrl • OSEO Valais • Semestre de Motivation • Trempl'interim

ZG

Einstieg in die Berufswelt • HALLE 44

ZH

Agogis Weiterbildung • also! • AOZ • Arbeitsintegration Winterthur • atelier93.ch • BIPTech Motivationssemester • EB Zürich • ECAP Schweiz • Fachstelle Arbeitsintegration Gemeinde Rüti • FAU Fokus Arbeit Umfeld • Feinschliff • Förderverein cocomo* • HEKS Hauptsitz • HOP! Züri • ibbk Institut für Bildung Beratung und Kommunikation • Impuls • Ingeus • InnoPark Schweiz AG • innovation.tank* • JOB PLUS Stadt Zürich • jobtv.medienwerkstatt • Klubschule Migros • NOVEOS Involvis* • ONLINELABOR • OTP JobScore GmbH • Platform networking for jobs* • proBIP • Kulturmarkt • Reissverschluss Arbeits- und Integrationsprogramm • SAH Zürich • Schmidhauser & Partner AG • Schweizerisches Rotes Kreuz Kanton Zürich • Soziale Unternehmungen Zürich • Soziales Netz Bezirk Horgen • Stadt Zürich SEB - Arbeitsintegration • Startrampe • Stellennetz • Stiftung Arbeitsgestaltung • Stiftung Chance • Verein Access

185 MEMBRES EN 2015

* 12 nouveaux membres en 2015

DÉFENSE DES INTÉRÊTS

PRISES DE POSITION

Insertion Suisse veut que le principe de non-concurrence soit appliqué de manière plus adéquate dans les cantons

Le principe de non-concurrence des MMT avec le premier marché du travail est préconisé par l'assurance-chômage. Contrairement à l'assurance-invalidité et à l'aide sociale, qui ne connaissent pas de telles restrictions. Mais qu'entend-on par "concurrence directe"? Ce principe, dont il n'existe pas de définition commune, est mis en œuvre de manière fort différenciée dans les cantons.

Courant 2015, Insertion Suisse a posé les bases d'une réflexion commune lors d'une rencontre entre les sections régionales. Les bonnes pratiques ont été identifiées et recensées lors d'un nouvel échange, afin de proposer une mise en œuvre plus flexible et pragmatique de cet interdit dans l'ensemble de la Suisse.

Insertion Suisse dénonce les pratiques injustes afin que prestataires de mesures et entreprises privées à but lucratif bénéficient de conditions-cadres équitables

Si Insertion Suisse soutient pleinement la collaboration avec le premier marché du travail dans le processus de réinsertion des demandeurs d'emploi, elle est en revanche opposée à ce que les entreprises privées organisent elles-mêmes des programmes d'emploi temporaire (PET). Cette pratique soulève des questions d'équité de traitement, notamment en ce qui concerne l'interdiction de concurrence face au marché primaire de l'emploi.

Le cas s'est par exemple produit dans le canton de Genève, où l'Office cantonal de l'emploi (OCE) subventionnait des entreprises privées pour organiser des PET pour les chômeurs. Suite à l'interpellation d'Insertion Suisse, les autorités fédérales ont décidé

de maintenir le partenariat en raison des succès rencontrés de ces mesures, mais de remplacer les PET par des stages de formation. À compter de fin 2015, le SECO s'est ainsi engagé à ce que plus aucun chômeur ne puisse bénéficier d'un PET dans le cadre d'entreprises privées à but lucratif.

Insertion Suisse défend, pour les prestataires de mesures, le droit de constituer des réserves affectées afin de favoriser l'innovation

Sur consultation de ses membres, Insertion Suisse défend une prise de position qui soutienne le droit pour les organisateurs de mesures, d'effectuer des réserves affectées. Point amené au SECO qui, pour l'heure, n'entre pas en matière dans le cadre de l'assurance-chômage. En 2016 encore, le comité d'Insertion Suisse continue à défendre cette cause.

Grâce à l'action d'Insertion Suisse, ses membres peuvent se concentrer sur l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.



Contrôle fédéral des finances : évaluation des programmes d'emploi temporaire (PET) et stages professionnels de l'assurance-chômage

Insertion Suisse soutient les recommandations du CDF destinées au SECO et aux autorités cantonales d'exécution, en particulier :

- utiliser les PET de manière plus efficace et ciblée,
- augmenter le nombre de placements sur le premier marché de l'emploi et de stages professionnels,

DÉFENSE DES INTÉRÊTS

- améliorer la définition et la communication des objectifs et soumettre ces derniers à un examen périodique,
- récolter davantage l'avis des bénéficiaires de mesures.

En sa qualité de membre du groupe consultatif, Insertion Suisse salue le fait que le CDF tienne compte d'autres effets, en dehors de ceux qui concernent la Confédération et les cantons. Une réinsertion professionnelle rapide est envisagée, mais tout en tenant compte du point de vue des bénéficiaires des mesures.

Insertion Suisse entend démontrer les coûts engendrés par l'évaluation des mesures afin de permettre un travail centré sur la mission d'insertion

Garantir des programmes de qualité, un suivi régulier avec les financeurs, tout en plaçant l'insertion sociale et professionnelle des

bénéficiaires au cœur de chaque mission. Tel est l'un des enjeux auquel se confrontent la plupart des prestataires de mesure. Devant la multiplicité des contrôles, qui augmentent par ailleurs les coûts administratifs, et les moyens financiers toujours plus limités, comment maintenir au mieux cet équilibre fragile ?

Partant de cette interrogation, le comité d'Insertion Suisse a lancé courant 2015 un projet de recherche visant à analyser les coûts engendrés par les audits et contrôles selon une méthodologie reconnue au niveau européen. En 2015, plusieurs organisations membres se sont portées volontaires pour participer à une pré-étude. Le projet se poursuit en 2016.

CONSULTATIONS

Révision des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS)

Insertion Suisse a participé à la consultation sur la révision des normes de la CSIAS et soutenu les éléments relevant de l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale, en proposant de maintenir :

- la franchise (incitation matérielle) sur le revenu provenant d'une activité lucrative.
- le supplément d'intégration (SI). Celui-ci récompense les bénéficiaires faisant des efforts particuliers pour leur intégration sociale et professionnelle par l'accomplissement d'une formation, la participation à des programmes qualifiants, etc.
- le supplément minimal d'intégration (SMI) pour les personnes qui, malgré une volonté prouvée, ne sont pas en mesure de fournir une prestation justifiant un SI.

Révision de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr)

Par sa prise de position concernant la LEtr, Insertion Suisse agit en faveur d'un accès facilité des réfugiés et personnes admises à titre provisoire (permis F) au marché de l'emploi. Les revendications principales vont dans le sens d'une suppression de l'obligation – pour les personnes exerçant une activité lucrative – de verser une taxe spéciale et de simplifier la procédure actuelle permettant d'obtenir le droit de travailler.

NORME QUALITÉ ET RECHERCHE



**Insertion Suisse
démontre l'importance économique
et sociale de l'insertion.**

**Systeme de
management
certifié**



**AOMAS en 2015, c'est:
>> 37 organismes
nouvellement certifiés
>> 92 organismes certifiés
dans toute la Suisse**

RÉVISION DE LA NORME QUALITÉ AOMAS:2010

Dans son rapport d'activité 2014, Insertion Suisse annonçait la révision de la norme qualité AOMAS, dont elle est porteuse.

Le comité a décidé courant 2015 de suspendre momentanément la révision et d'examiner d'abord l'impact de la nouvelle norme ISO 9001, entièrement revue. Publiée en cours d'année, cette dernière a servi de base à l'élaboration de la norme AOMAS, qui propose plus spécifiquement un management de la qualité adapté au contexte suisse de l'insertion socioprofessionnelle.

Axe stratégique important de l'association, la révision de la norme AOMAS fera l'objet d'un examen spécifique en 2016.

MANDATS DE RECHERCHE

En 2015, Insertion Suisse participe au groupe d'accompagnement ou de pilotage de plusieurs projets de recherche :

>> INSOCH: L'entreprise sociale en tant que pilier de l'innovation sociale, Scuola universitaria professionale della Svizzera Italiana (SUPSI).

En Suisse, on dénombre plus de 1100 organisations proposant des activités (mêmes partielles) dans le domaine de l'insertion professionnelle ou relevant du marché du travail. Ce projet vise à recenser, analyser et décrire les structures actives dans ce domaine, avec un accent sur leur potentiel d'innovation.

>> Placement public et compétences linguistiques, Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme (Fribourg), en collaboration avec l'UNIL.

Le projet analyse l'importance des langues pour l'accès au marché du travail, avec un accent sur le processus de placement public des offices régionaux de placement (ORP). Le projet a abouti début 2015.

>> L'efficacité des programmes d'insertion de l'aide sociale, Haute École Spécialisée bernoise.

La Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) finance un projet de recherche sur trois ans concernant les facteurs d'efficacité de cinq programmes d'insertion bernois. Dans le cadre de ce projet, un instrument de mesure standardisé sera développé.

>> Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté, Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

Ce programme (2014-2018) vise à créer de bases nouvelles pour lutter contre la pauvreté tout en intensifiant le travail en réseau des principaux acteurs concernés. Insertion Suisse intervient dans le groupe de pilotage consacré au thème sur l'intégration sociale et professionnelle.

TRAVAIL EN RÉSEAU

SECTIONS RÉGIONALES

Avec la venue de Fribourg et Valais, Insertion Suisse compte désormais 10 sections régionales.

En 2015, Insertion Suisse relève la nécessité de mieux se connecter aux différentes régions de Suisse en renforçant la communication avec les sections, indépendantes sur le plan juridique de l'association nationale.

L'association met ainsi sur pied une première rencontre, en novembre, avec les représentants des dix sections régionales. De cette rencontre est née le souhait de formaliser des échanges à raison de deux fois par année, afin de cultiver un esprit de dialogue et d'entretenir une vision globale des enjeux de l'insertion en Suisse. Parmi les thèmes abordés, l'acquisition de nouveaux membres et le principe de non-concurrence ont donné lieu à de riches échanges et à l'élaboration d'un aide-mémoire avec quelques bonnes pratiques.

RENCONTRES AVEC LE SECO: THÈMES ABORDÉS

22 AVRIL ET 27 OCTOBRE 2015

- Réorganisation du SECO (entrée en vigueur dès le 1^{er} mars 2015) et présentation du nouvel interlocuteur, Monsieur Olivier Nussbaum
- Prise de position d'Insertion Suisse sur le droit de constituer des réserves
- Prise de position d'Insertion Suisse sur les entreprises sociales d'insertion par l'économie
- Entreprises privées comme prestataires de MMT (le cas de Genève)
- Révision de la norme qualité AOMAS:2010
- Projet pilote Allocations d'intégration professionnelle
- Coûts des MMT 2014, par canton et par catégorie, Budget 2015
- Rapport d'évaluation des PET et stages professionnels par le Contrôle fédéral des finances
- Procédure de soumission publique pour les MMT
- Collaboration Insertion Suisse - SECO

NOUVELLES SECTIONS RÉGIONALES

JUIN 2015

Création de l'association faîtière Insertion Valais

NOVEMBRE 2015

L'Association Fribourgeoise des Organisateur·e·s de Mesures Actives (AFOMA) adopte le nom d'Insertion Fribourg

Insertion Suisse relie les systèmes de prestations et rassemble les acteurs impliqués.



principaux partenaires

AOST • INSOS • SavoirSocial
• SECO • SEM • SEMO •
Supported Employment Schweiz

COMMISSION ROMANDE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE

 **Insertion Suisse**
soutient l'innovation
sociale et promeut
sa visibilité



Prise de position nationale **sur les entreprises sociales** **d'insertion par l'économique**

Face aux critiques des médias, avant tout alémaniques, concernant le débat sur les « entreprises sociales », le comité d'Insertion Suisse estime nécessaire de clarifier cette notion fourre-tout afin de se distancer de pratiques confuses et peu sérieuses.

Partants des principes définis par la Commission romande de l'insertion par l'économique (CRIEC), dix thèses sont élaborées en 2014 et transmises aux membres afin d'unir les acteurs autour d'une définition commune de l'entreprise sociale d'insertion. Lors d'un workshop national en septembre de la même année à Berne, il apparaît que ces dix thèses rencontrent une large approbation, ce qui confirme à dire qu'il existe un "consensus de branche" au niveau national. Le comité et l'Assemblée générale, qui réunit quelque 45 membres en mars 2015, adoptent finalement une définition commune des entreprises sociales d'insertion par l'économique (ESIE), disponible sur

www.insertionsuisse.ch.
D'utilité publique et à but non lucratif, les ESIE visent l'insertion socioprofessionnelle durable de toute personne en recherche d'emploi, et se caractérisent par une prise de risque économique.

Échange de pratiques sur **la gestion du changement**

Le 28 mai 2015 a lieu à Lausanne un atelier de réflexion destiné aux cadres. Animé par deux membres de la CRIEC, celui-ci s'intéresse à la gestion du changement dans les entreprises sociales d'insertion. Au terme de cet échange, voici les principes que les participants ont le plus unanimement soutenus:

- intégrer dès le départ les collaborateurs dans la mise en œuvre du changement,
- communiquer des valeurs claires et incarnées ; cohérence entre le dire et le faire,
- structurer l'information : digeste et utile,
- sortir et faire sortir de la zone de confort,

- savoir prendre du recul et adapter sa posture à la situation,
- rester attentif aux signaux d'alerte et prendre le temps de s'arrêter.

Conférence européenne de **l'insertion par l'économique**

Insertion Suisse est partenaire de la conférence européenne de l'insertion par l'économique, organisée par la Haute École Spécialisée de travail social du nord-ouest de la Suisse en septembre 2015 à Olten.

Deux membres de la CRIEC ont animé des ateliers d'échange de pratiques sur les perspectives de développement des ESIE et les conditions pour ces dernières de rester des modèles de lutte contre la pauvreté.

Plus d'infos sur
www.socialfirmsconference.ch

LE MOT DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX MIGRATIONS

L'intégration professionnelle en point de mire

Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a une politique d'action multidimensionnelle. Il est essentiel pour nous de travailler à plusieurs niveaux, en intégrant aussi bien les cantons que les employeurs et les associations professionnelles.

En sa qualité d'association faîtière nationale des mesures d'insertion professionnelle, Insertion Suisse constitue un partenaire important. Ses membres travaillent directement en faveur de l'intégration professionnelle, qui est l'un des huit domaines d'encouragement définis par les programmes cantonaux d'intégration (PIC). Cette collaboration nous permet d'atteindre directement les prestataires de mesures, qui accueillent une diversité de bénéficiaires ayant un parcours migratoire. Dans ce partenariat avec le SEM, Insertion Suisse peut agir comme une plateforme de formation et de professionnalisation pour les acteurs de l'insertion.

De l'analyse des besoins au plan d'action

L'intégration professionnelle des réfugiés et personnes admises à titre provisoire (permis F) constitue un champ d'action clé du SEM. Le sondage effectué par Insertion Suisse auprès de ses membres a permis de constater qu'environ un quart des prestataires travaillent avec ce public cible spécifique.

Au départ, notre collaboration consistait avant tout à analyser les besoins. Ceci s'est traduit par la mise sur pied d'échanges de pratiques régionaux entre professionnels du terrain. Ces rencontres ont permis de dégager les axes sur lesquels le SEM peut soutenir la professionnalisation de la branche et le réseautage. Après un processus d'environ une année, nous sommes arrivés à un plan d'action. Ainsi, l'intégration professionnelle des réfugiés restera un thème central pour ces deux prochaines années au moins.

Les réfugiés et personnes admises à titre provisoire: deux groupes cibles spécifiques

Les programmes d'insertion accueillent des publics mixtes. Pourtant, selon leur statut administratif et juridique, les droits des bénéficiaires ne sont pas les mêmes. Il est important que les professionnels de l'accompagnement ainsi que les employeurs acquièrent des connaissances et une expertise spécifiques en matière d'intégration des migrants, et particulièrement des réfugiés et permis F, bénéficiaires de l'aide sociale.

Bien que ce public constitue une petite proportion de la population migrante en Suisse, il s'agit d'une cible importante pour le SEM. Après environ sept ans, moins de 50% de cette population trouve un travail en Suisse. Nous voulons que l'accès à l'emploi soit facilité et accéléré.

Cette population nous oblige à aborder des problématiques spécifiques, tels que les troubles psychologiques liés au parcours

migratoire, l'alphabétisation, le statut juridique et les droits qui en découlent, ou encore l'autorisation de séjour. S'intéresser à ce public revient aussi à questionner plus largement d'autres sujets propres à l'immigration. L'apprentissage d'une langue nationale ou la reconnaissance des diplômes en sont des exemples.

Tindaro Ferraro

Resp. adjoint de la section encouragement de l'intégration, Secrétariat d'Etat aux migrations

Propos recueillis par Rachel Gotheil

Près d'un quart des membres 

d'Insertion Suisse proposent des prestations pour les réfugiées et les personnes avec permis F

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES RÉFUGIÉS ET PERMIS F

En Suisse, les réfugiés et personnes admises à titre provisoire (permis F) rencontrent des difficultés particulières dans l'accès au marché de l'emploi : seuls 15-20% des réfugiés trouvent un travail pendant les cinq premières années contre 35-40% des personnes admises à titre provisoire pendant les sept premières années.

Une étude parue fin 2014 montre par ailleurs que les mesures du marché du travail actuelles de l'assurance-chômage correspondent peu aux besoins de ce public cible.

Dans ce contexte, il apparaît d'autant plus urgent pour Insertion Suisse et le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) de renforcer leur collaboration afin de réfléchir ensemble à des solutions. Découvrez le fil de ce partenariat en 2015 :

FÉVRIER À MARS 2015

4 échanges de pratiques (Lausanne, Berne, Zurich, Lucerne) organisés par Insertion Suisse, en partenariat avec le SEM, réunissent quelque 120 personnes autour de la thématique de l'insertion professionnelle des réfugiés et personnes admises à titre provisoire.

DÈS SEPTEMBRE 2015

Suite aux rencontres avec le SEM, un groupe de travail se réunit à plusieurs reprises pour concevoir des mesures concrètes à entreprendre pour 2016-2017 sur le thème de l'insertion de ce public cible.

OCTOBRE ET DÉCEMBRE 2015

2 workshops (Lausanne, Olten) réunissant quelque 40 personnes sont organisés par Insertion Suisse, en partenariat avec le SEM, sur la communication transculturelle dans le contexte du conseil et de l'accompagnement.

DÉBUT 2016

Formalisation de la collaboration avec le SEM sous la forme d'un contrat de prestations de deux ans pour la mise sur pied d'échanges de pratiques et de formations.

ÉCHANGES DE PRATIQUES

Ces ateliers ont permis de dégager des enjeux majeurs, dont la nécessité de :

Du côté des professionnels

- Développer les compétences en communication interculturelle.
- Mettre sur pied des échanges de pratiques réguliers afin de favoriser des solutions innovantes.
- Développer des projets permettant à cette population d'entrer en contact avec des locaux.

- Informer et sensibiliser les employeurs des avantages à engager cette population.

Du côté institutionnel et étatique

- Proposer des cours de langue le plus en amont possible.
- Favoriser l'accès à la formation professionnelle.
- Faciliter la reconnaissance des compétences et expériences.
- Réduire les obstacles structurels afin de favoriser l'accès au marché du travail.



FINANCES ET COMMUNICATION

FINANCES

En 2015, l'un des objectifs de l'association était de trouver un meilleur équilibre financier. Ce but a été atteint, puisqu'elle présente un budget excédentaire de CHF 12'924.-. A ce jour, les cotisations des membres, couplées aux prestations proposées par l'association, aux mesures d'économie et à la subvention du SECO permettent ce résultat. Le comité envisage quatre approches pour augmenter encore les recettes :

- Augmenter le nombre de membres (l'étude INSOCH compte plus de 1100 organismes actifs dans l'insertion en Suisse).
- Rechercher ou renforcer les conventions de prestations auprès des autorités fédérales.
- Proposer davantage de projets et services générant des recettes.
- Collaborer avec d'autres associations afin de leur proposer nos services.

COMMUNICATION

Le **nouveau site internet** bilingue français-allemand est en ligne depuis décembre 2015 ! Destiné au grand public et aux professionnels de l'insertion, cette plateforme se veut à la fois plus ergonomique et adaptée aux différents supports multimédias, mobiles et tablettes.

Plusieurs outils performants ont été développés et sont mis à jour régulièrement :

- un catalogue en ligne avec des **études ciblées et commentées**
- un outil de recherche pour la **sélection des membres et leurs prestations**
- des **actualités** et un agenda des événements importants
- un aperçu des **offres de formation** dans les différentes régions linguistiques de Suisse
- une page emploi pour les **annonces de poste** (diffusion gratuite pour les membres)

Ce projet a vu le jour grâce à l'un de nos membres vaudois, le programme d'emploi temporaire **5D Multimédia et Communication Web** de l'ETSL, dont les participants et les encadrants se sont engagés avec professionnalisme.

etsl > **5D MULTIMÉDIA & COMMUNICATION WEB**

Rachel Gotheil a été mandatée à l'externe pour coordonner la refonte du site internet, concevoir et rédiger divers supports écrits.

>> **www.insertionsuisse.ch** informe régulièrement des actualités du domaine de l'insertion.

>> **4 lettres d'information** en français et allemand ont été envoyées aux membres d'Insertion Suisse.

>> **3 articles** ont été publiés par nos membres dans le journal des Arts et métiers, média partenaire d'Insertion Suisse.



Suivez-nous sur notre nouvelle page LinkedIn :

www.linkedin.com/company/insertion-suisse



COMITÉ ET SECRETARIAT GÉNÉRAL



Président
Louis Schelbert
Conseiller national • LU



Vice-président
Stéphane Manco
Démarche sté coopérative



Membre du comité
Marco Dörig
Stiftung Zukunfft Thurgau



Membre du comité
(jusqu'en oct. 2015)
Jürg Fassbind,
Kompetenzentrum Arbeit



Membre du comité
Roberto Induni
atelier93.ch



Membre du comité
Claudia Nyffenegger
AOZ Zürich



Membre du comité
Iris Pulfer
OSEO Suisse centrale



Membre du comité
Jean-Charles Rey
HES SO Valais

REMERCIEMENTS

Le comité et le secrétariat général remercient les membres pour leur confiance et leur fidélité, leurs partenaires pour leur précieuse collaboration et leur soutien ainsi que toute personne qui, de près ou de loin, a œuvré à la poursuite des objectifs de notre branche d'activité.



Secrétaire générale
Prisca D'Alessandro
Taux d'activité: 80%

Secrétariat général
CP 6964 - Lorrainestrasse 52
3001 Berne
T. 031 321 56 39

Antenne romande
Rue de la Vigie 3
1003 Lausanne
T. 021 320 06 82

Responsable
Delia Guggenbühl
Adam
Taux d'activité: 25%

